

Pour l'avortement libre et gratuit, ici et ailleurs !

Le 20 décembre dernier, le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy approuvait l'avant-projet de loi « *Protección de la vida del concebido y derechos de la mujer embarazada* » (protection de la vie du fœtus et des droits de la femme enceinte), qui limite l'avortement à deux conditions : en cas de viol (à condition de porter plainte au préalable), ou en cas de danger pour la santé de la femme enceinte.

Cette future loi, influencée par des lobbys d'extrême droite et des membres de l'*Opus Dei*, et qui passera en février au parlement sans difficulté grâce à la majorité absolue du Parti Populaire, annule l'ancien texte de 2010 qui autorisait l'avortement jusqu'à 14 semaines de grossesse. Cela impliquerait donc un retour à l'ancienne loi vieille de plus de 30 ans.

Cet avant-projet ne sort pas de nulle part, il est produit dans un contexte général où les droits du peuple espagnol sont chaque jour plus menacés. Sous le prétexte de « crise économique » le gouvernement se permet des coupures budgétaires dans la santé et l'éducation, des privatisations, la baisse des retraites, des salaires et des allocations accordées aux handicapés, et des lois sécuritaires de plus en plus restrictives avec de graves atteintes aux libertés fondamentales (droit de réunion, de manifestation, d'expression...).

Cette loi régressive sur l'avortement vient ainsi marquer une année de plus dans la « stratégie du choc » orchestrée par le gouvernement du PP.

Dans ce contexte, les femmes sont l'objet des plus graves attaques. Stigmatisées par ce gouvernement pour le fait d'être femmes, elles sont considérées comme des êtres humains de rang inférieurs, privés de capacité de discernement et de décision.

Dans la logique patriarcale qui structure la société actuelle et qui s'y développe, elles ne sont vues que comme de purs individus destinés à se reproduire sans pouvoir choisir, ni rien y redire.

Avec cette loi, on prive les femmes de liberté, on met de côté leur volonté et leur pouvoir de décision. On les condamne aussi à la clandestinité, à des pratiques d'avortement dangereuses et qui mettront leur vie en danger.

Nos corps sont à nous, c'est nous qui décidons !

Depuis des siècles des hommes et des femmes se battent contre les régimes totalitaires, la cupidité des oligarchies économiques, le capitalisme, les patrons et le patriarcat. L'extrême limitation du droit à l'avortement en Espagne aujourd'hui est là pour nous rappeler combien le combat continue.

Contre cette loi patriarcale qui nous prive de liberté et précarise plus encore notre condition de femmes !

Pour une riposte féministe !

